

# Nelson Mandela



Nelson Mandela 1993

## Nelson Mandela AFRIQUE DU SUD

(18 Juillet 1918 à 05 Décembre 2013)

Nelson Rolihlala Mandela est né le 18 juillet 1918 dans le village de Mvezo, au bord de la rivière Mbashe à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Mthatha, capitale du Transkei, dans la province de l'actuel Cap-Oriental en Afrique du Sud. Son prénom, **Rolihlahla**, signifie « enlever une branche d'un arbre » ou, plus familièrement, « **fauteur de troubles** ».

Il est issu d'une famille royale Thembu de l'ethnie Xhosa qui règne sur une partie du Transkei<sup>7</sup>. En effet, son arrière-grand-père paternel est *Inkosi Enkhulu*, c'est-à-dire roi du peuple thembu. Le grand-père de Rolihlahla est l'un des fils de ce roi. Non éligible à la succession du trône, il porte le nom de Mandela qui deviendra le nom de la famille.

Le père de Rolihlahla, Gadla Henry Mphakanyiswa, est chef du village de Mvezo. Cependant, il s'aliène les autorités coloniales qui le déchoient de sa fonction et exilent sa famille dans le village de Qunu. Malgré cela, Mphakanyiswa reste un membre du conseil privé du roi et joue un rôle capital dans l'ascension du nouveau régent Jongintaba Dalindyebo au trône thembu. Dalindyebo se souviendra de son

aide en adoptant Nelson Mandela de manière informelle à la mort de son père. Le père de Mandela a quatre femmes qui lui donnent treize enfants. Rolihlahla Mandela est né de sa troisième femme (troisième d'après un système de classement royal complexe), Nosekeni Fanny du clan Mpemvu Xhosa. Des études génétiques ont révélé que sa mère est d'origine San comme nombre de Xhosas, comme le soulignait le généticien Luca Cavalli-Sforza en expliquant la forme et la couleur du visage de Mandela. C'est sur les terres de ce clan qu'il passe la plus grande partie de son enfance.

Rolihlahla Mandela devient le premier membre de sa famille à fréquenter une école et son institutrice, selon une pratique courante à cette époque, lui donne le prénom de Nelson . Nelson Mandela dira : « Le premier jour d'école, mon institutrice, Miss Mdingane, nous a donné à chacun un nom anglais. C'était une coutume chez les Africains à cette époque et elle était sans doute due au penchant anglais de notre éducation. Ce jour-là, Miss Mdingane me dit que mon nom était Nelson. Pourquoi elle m'a donné ce prénom en particulier ? je n'en ai aucune idée. » L'enseignement dispensé dans cette école méthodiste lui permet de recevoir une éducation à la fois africaine traditionnelle et européenne.

Son père meurt de la tuberculose alors qu'il n'a que 9 ans : son oncle, le régent Jongintaba, devient alors son tuteur. Sa nouvelle école est celle d'une mission méthodiste située à côté du palais du régent. Lorsqu'il atteint l'âge de 16 ans, il subit l'initiation suivant la coutume thembu. Il s'inscrit ensuite au Clarkebury Boarding Institute, où il obtient son *Junior Certificate* en deux ans au lieu des trois ans habituels. Désigné à 19 ans pour hériter de la fonction de conseiller de son père, Mandela poursuit ses études à l'école méthodiste d'Healdtown à Fort Beaufort, fréquentée par la plupart des membres de la famille royale.

Diplômé, il rejoint l'université de Fort Hare, la seule

université acceptant les Noirs pour y entamer des études en droit. Il y rencontre Oliver Tambo qui devient son ami et collègue. Il y découvre le nationalisme afrikaner, certains disent qu'il n'est pas convaincu par le marxisme diffusé par le Parti communiste sud-africain (SACP), mais il y adhère et sera même membre du comité central du parti. Il rappelle au 9<sup>e</sup> congrès du parti communiste d'Afrique du Sud en 1992 les liens qui unissent l'ANC et le SACP. Il niera cependant son ancienne appartenance au SACP durant toute sa vie afin de ménager ses relations internationales. Il adhère également à la doctrine de non-violence prônée par Gandhi. La mise en œuvre par Gandhi, en Afrique du Sud même, de la résistance non violente constitue ainsi une inspiration de premier ordre pour Nelson Mandela mais aussi pour plusieurs générations de militants anti-apartheid qui y voient une méthode pour lutter contre l'oppression et le colonialisme.

Intéressé par le débat politique concernant le soutien ou la neutralité de l'Afrique du Sud dans le cadre du conflit imminent entre le Royaume-Uni et l'Allemagne nazie, il est partisan du Royaume-Uni et acclame le vice-premier ministre Jan Smuts, principal soutien politique aux Britanniques, lors de sa venue à Fort Hare pour la cérémonie de remise des diplômes. C'est en discutant avec des camarades hostiles à Smuts et aux Sud-Africains blancs qu'il découvre l'existence de l'ANC. Au cours de sa deuxième année, il est désigné, malgré lui, pour occuper l'un des six sièges du conseil représentatif des étudiants (CRE) en dépit du boycott des élections, auxquelles il participe ; ce conseil est organisé afin d'obtenir l'amélioration de la nourriture et une augmentation des pouvoirs du CRE. Mandela démissionne avec ses cinq camarades mais est encore une fois réélu « malgré lui » avec ces cinq mêmes camarades. Il est le seul cette fois à de nouveau présenter sa démission. Après une discussion avec le principal de l'université de Fort Hare, il est renvoyé de l'université tout en gardant la possibilité de revenir s'il accepte de siéger au CRE, ce qu'il ne fait pas.

Peu après ce départ de Fort Hare, le régent annonce à Mandela et Justice, son fils et héritier au trône, qu'il a organisé un mariage arrangé pour chacun d'eux. Les deux jeunes hommes, mécontents de cet arrangement, choisissent de s'enfuir à Johannesburg. Nelson Mandela explique sa décision par le fait que ses idées sont alors plus avancées sur le plan social que politique et qu'il était alors prêt, non à se révolter contre les Blancs, mais plutôt contre le système social de son propre peuple et ses coutumes traditionnelles.

## **Lutte contre l'apartheid :**

C'est en 1943 que Nelson Mandela rejoint le Congrès national africain. L'ANC connaît alors une nouvelle vigueur sous la direction d'Alfred Xuma. C'est la même année que Mandela se marie avec Evelyn Ntoko Mase (1922-2004). En 1945, Xuma introduit pour la première fois l'exigence du suffrage universel non racial (*one man one vote*) dans les revendications du mouvement, évolution majeure dans la mesure où la revendication communautaire du parti passe de la simple lutte contre les discriminations raciales à une lutte plus large pour le pouvoir politique. Il doit tenir compte de l'influence croissante de la toute jeune et radicale Ligue de jeunesse de l'ANC menée par Anton Lembede, Walter Sisulu et Oliver Tambo, à laquelle adhère Mandela, et qui incite aux actions de masse afin de lutter contre la domination politique de la minorité blanche et contre la ségrégation raciale, dont les dispositifs légaux sont alors en cours d'uniformisation sur l'ensemble des quatre provinces sud-africaines.

Depuis la fondation de l'Union d'Afrique du Sud en 1910, le pays connaît une inflation de législations ségrégationnistes ou discriminantes. De 1913 à 1942, une succession de lois interdit aux Noirs d'être propriétaires de terres en dehors des « réserves » indigènes existantes qui représentent 7 % de la superficie totale de l'Union sud-africaine ce qui provoque

l'expropriation de nombreux paysans indépendants noirs et la constitution d'un prolétariat agricole, puis introduit la ségrégation résidentielle permettant aux municipalités de créer des quartiers réservés aux Noirs et de limiter leur urbanisation et ensuite supprime les Noirs des listes électorales communes de la province du Cap. Une loi agrandit ensuite les réserves indigènes existantes de 7 à 13 % de la surface du pays, ôtant dans le même temps aux résidents noirs du Cap le droit d'acheter de la terre en dehors des réserves. En 1942, à la suite de plusieurs discours hostiles à l'engagement dans le second conflit mondial et officiellement dans une perspective de « prévention des troubles », les grèves des travailleurs noirs sont déclarées illégales au titre de l'effort de guerre.

En 1951, Olivier Tambo et Nelson Mandela sont les deux premiers avocats noirs de Johannesburg. En 1952, Nelson Mandela est élu président de l'ANC du Transvaal et vice-président national. Il mène avec l'ANC la campagne de désobéissance civile (*Defiance Campaign*) contre les lois considérées comme injustes, campagne qui culmine dans une manifestation le 6 avril 1952, date du trois-centième anniversaire de la fondation du Cap et de la première installation de Blancs en Afrique du Sud. Sur les dix mille manifestants, huit mille cinq cents sont arrêtés, y compris Nelson Mandela. La campagne continue en octobre avec des manifestations contre les lois de ségrégation et contre le port obligatoire de laissez-passer pour les Noirs. Le gouvernement Malan modifie alors la loi sur la sécurité publique (*Public Safety Act* de 1953 (en)) pour autoriser le pouvoir à suspendre les libertés individuelles, à proclamer l'état d'urgence et à gouverner par décrets. Mandela est condamné à neuf mois de prison avec sursis, se voit interdire toute réunion et est placé en résidence surveillée chez lui à Johannesburg ; il utilise cette situation pour organiser l'ANC en cellules clandestines. Cette campagne de résistance passive, qui prend fin en avril 1953, permet à l'ANC de gagner

en crédibilité, passant de sept mille à dix mille adhérents. Son option non raciale lui permet de s'ouvrir aux Indiens et aux communistes blancs, mais les métis restent plus circonspects. Quand James Moroka tente de plaider la conciliation avec le gouvernement, il est renversé par la ligue des jeunes du parti qui impose alors Albert Lutuli à la tête de l'ANC.

En 1955 a lieu le congrès du peuple, qui adopte la « Charte de la liberté » qui donne les bases fondamentales du mouvement anti-apartheid<sup>43,44</sup>. Pendant cette période, Nelson Mandela et son ami Oliver Tambo dirigent le cabinet d'avocats *Mandela & Tambo* qui fournit un conseil juridique gratuit ou à bas coût pour les nombreux Noirs qui ne peuvent payer les frais d'avocats.

## **Campagne de sabotage et préparation à la lutte armée :**

Le 21 mars 1960 a lieu le massacre de Sharpeville, un township de Vereeniging, dans le Sud du Transvaal. Lors d'une manifestation du Congrès panafricain contre l'extension aux femmes du passeport intérieur, que les hommes noirs sont obligés de porter constamment sur eux sous peine d'être arrêtés ou déportés, une soixantaine de policiers, sur un effectif total de trois cents hommes retranchés dans un local de la police et appuyés par des véhicules blindés, tirent sans sommation sur une foule d'environ cinq mille personnes dont seules trois cents sont encore à proximité des policiers, le reste de la foule ayant commencé à se disperser. Il y a soixante-neuf morts, dont huit femmes et dix enfants, ainsi que cent quatre-vingts blessés, dont trente et une femmes et dix-neuf enfants. La majorité des blessures par balles sont faites dans le dos sur une foule en fuite et non armée.

La stratégie non violente de l'ANC est alors abandonnée par Nelson Mandela, qui fonde en 1961 Umkhonto we Sizwe (MK), branche militaire prônant l'action armée. En mai 1961, il lance avec succès une grève générale où les grévistes restent

à leur domicile, obligeant le gouvernement à faire intervenir la police et l'armée. Il écrit et signe un plan de passage graduel à la lutte armée. Il coordonne des campagnes de sabotage contre des cibles symboliques, préparant des plans pour une possible guérilla si les sabotages ne suffisaient pas à mettre fin à l'apartheid. Nelson Mandela décrit le passage à la lutte armée comme un dernier recours ; l'augmentation de la répression, les violences policières et de l'État, le convainquent que des années de lutte non violente contre l'apartheid n'ont apporté aucune avancée.

Nelson Mandela favorise le sabotage, qui « n'entraîne aucune perte en vie humaine et ménage les meilleures chances aux relations interraciales », avant de s'engager dans « la guérilla, le terrorisme et la révolution ouverte ».

Mandela organise l'entraînement paramilitaire du groupe. Il insiste également sur la formation politique des nouvelles recrues, expliquant que « la révolution ne consiste pas seulement à appuyer sur la détente d'un fusil ; son but est de créer une société honnête et juste ». Il suit une formation militaire en Algérie nouvellement indépendante et étudie Carl von Clausewitz, Mao Zedong, Che Guevara et les spécialistes de la Seconde Guerre des Boers. En raison de cet engagement militaire et de la qualification de l'ANC comme « organisation terroriste », Nelson Mandela ainsi que plusieurs autres responsables politiques de l'ANC ne pourront entrer aux États-Unis sans visas spéciaux jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2008. C'est en effet depuis la présidence de Ronald Reagan en 1986, pendant la guerre froide, que les responsables politiques de l'ANC sont inscrits sur la liste noire américaine du terrorisme (la Terrorist Screening Database (en)), George W. Bush ayant officiellement rayé les membres de l'ANC de cette base de données en juillet 2008.

Le gouvernement du Royaume-Uni suit la même ligne que les États-Unis à l'égard de l'ANC et de Nelson Mandela. Le Premier

ministre, Margaret Thatcher, déclare à propos d'un concert en 1987 : « The ANC is a typical terrorist organisation ... Anyone who thinks it is going to run the government in South Africa is living in cloud-cuckoo land'. » (« **L'ANC est une organisation terroriste typique ... Quiconque pense qu'elle va gouverner en Afrique du Sud n'a pas les pieds sur terre.** »). Les déclarations de certains membres du parlement, appartenant eux aussi au Parti conservateur, vont également dans ce sens ; ainsi Terry Dicks (en) : « How much longer will the Prime Minister allow herself to be kicked in the face by this black terrorist ? » (« Combien de temps encore le Premier ministre laissera-t-il un terroriste noir lui cracher au visage ? ») ou encore, dans les années 1980, Teddy Taylor : « Nelson Mandela should be shot ! » (« **On devrait descendre Nelson Mandela !** »).

## **Arrestation et procès de Rivonia :**

Le 5 août 1962, Nelson Mandela est arrêté après dix-sept mois de clandestinité et est emprisonné au fort de Johannesburg. Son arrestation a été rendue possible par des informations communiquées par la Central Intelligence Agency (CIA) à ses homologues sud-africains, sur la cachette et le déguisement de Mandela en chauffeur de voiture', en échange de la libération de l'un de ses agents infiltrés, alors détenu par la police sud-africaine. Mandela est en effet considéré par ces organisations comme terroriste et communiste dans le contexte de guerre froide, où « l'idéologie de l'apartheid s'affichait comme ligne de défense de l'Occident » très dépendant des minéraux et métaux (or, platine, chrome, manganèse, uranium, antimoine, diamant...) dont l'Afrique du Sud, « gardienne de la route maritime du Cap » est l'un des principaux producteurs mondiaux du monde libre.

Dans sa déclaration pour sa défense le 20 avril 1964, devant la Cour suprême de l'Afrique du Sud à Pretoria, Nelson Mandela

expose le raisonnement qui l'a fait recourir à la violence comme tactique. Il révèle comment l'ANC a utilisé des méthodes pacifiques pour résister à l'apartheid pendant des années, jusqu'au massacre de Sharpeville, la déclaration d'état d'urgence et l'interdiction de l'ANC par le gouvernement, qui leur a montré que leur seul choix était de résister à travers des actes de sabotage. Agir autrement aurait été pour eux pareil à une capitulation sans condition. Nelson Mandela explique comment ils ont écrit le manifeste du Umkhonto we Sizwe avec l'intention de démontrer l'échec des politiques du Parti national quand l'économie serait menacée par le manque de volonté des étrangers à risquer des investissements dans le pays. Il finit sa déclaration, reproduite intégralement dans le *Rand Daily Mail*, le grand quotidien progressiste anglophone de Johannesburg, par ces mots :

*« Toute ma vie je me suis consacré à la lutte pour le peuple africain. J'ai combattu contre la domination blanche et j'ai combattu contre la domination noire. J'ai chéri l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle toutes les personnes vivraient ensemble en harmonie et avec les mêmes opportunités. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et agir. Mais, si besoin est, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir. »*

Le Conseil de sécurité des Nations unies condamne le procès de Rivonia et commence à s'engager vers la recommandation de sanctions internationales contre l'Afrique du Sud. La résolution 181 d'août 1963 du Conseil de sécurité de l'ONU condamnait l'apartheid et demandait à tous les États d'arrêter volontairement leurs ventes d'armes à l'Afrique du Sud mais cette demande n'est jamais contraignante avant la résolution 418 du 4 novembre 1977 imposant un embargo sur les ventes d'armes.

Une pétition internationale recueille les signatures de 143 personnalités appelant la communauté internationale à dénoncer

non seulement les arrestations mais les législations de l'apartheid.

En 1964, la résistance se retrouve décapitée. Les attaques armées de MK en territoire sud-africain cessent et ne reprendront véritablement qu'en 1976. Tandis que les pays du Commonwealth prennent leur distance, le gouvernement sud-africain, loin d'être sanctionné, profite des années de prospérité économique pour encourager l'immigration européenne et développer son industrie et son armement avec **l'Allemagne et la France, avec le soutien des États-Unis au nom de la lutte contre le communisme.** Verwoerd intensifie l'application de sa politique de séparation forcée en procédant à de nombreuses expulsions de populations noires vers les zones qui leur sont attribuées afin que de bonnes terres soient développées ou habitées par les Blancs. Un système de contrat oblige les salariés noirs de l'industrie à vivre dans des résidences dortoirs au sein des townships, loin de leurs familles demeurées en zone rurale. Les conséquences pour ces populations sont souvent catastrophiques au niveau social tandis que la population carcérale atteint cent mille personnes, un des taux les plus élevés au monde. Entre 1960 et 1980, ce sont plus de trois millions et demi de paysans noirs qui sont dépossédés de leurs terres sans aucun dédommagement pour devenir un réservoir de main-d'œuvre bon marché et ne plus être des concurrents pour les fermiers blancs.

## **Libération, prix Nobel et négociations constitutionnelles :**

Après avoir été emprisonné en 1964 le 2 février 1990, le Président De Klerk annonce la levée de l'interdiction de l'ANC et de plusieurs autres organisations anti-apartheid, ainsi que la libération prochaine et sans condition de Nelson Mandela. Ce dernier est libéré le 11 février 1990 après 27 ans, 6 mois et 6 jours d'emprisonnement. L'événement est retransmis en direct dans le monde entier.

Le jour de sa libération, Nelson Mandela fait un discours depuis le balcon de l'hôtel de ville du Cap. Il y déclare son engagement pour la paix et la réconciliation avec la minorité blanche du pays, mais annonce clairement que la lutte armée de l'ANC n'est pas terminée :

*« Notre recours à la lutte armée en 1960 avec la formation de l'aile militaire de l'ANC était purement une action défensive contre la violence de l'apartheid. Les facteurs qui ont rendu nécessaire la lutte armée existent toujours aujourd'hui. Nous n'avons aucune option à part continuer. Nous espérons qu'un climat propice à une solution négociée existera bientôt, ce qui rendra inutile la lutte armée. »*

Mandela dit aussi que son objectif principal est de donner à la majorité noire le droit de vote aussi bien aux élections nationales que locales. Il annonce également à la foule : « Je suis là devant vous non pas comme un prophète mais comme un humble serviteur du peuple. » Le 26 février 1990, il demande à ses partisans : « Jetez dans la mer vos fusils, vos couteaux et vos machettes. », afin de pacifier les relations entre l'ANC et le gouvernement mais aussi la rivalité entre l'ANC et l>Inkhata zoulou qui a fait de nombreuses victimes.

Nelson Mandela mène le parti lors des négociations sur l'élaboration d'une nouvelle constitution transitoire sud-africaine qui ont lieu entre mai 1990 (accords de Groote Schuur) et mars 1994. Le 6 août, Mandela confirme les accords avec De Klerk, et l'ANC proclame la fin de la lutte armée (*Pretoria Minute*).

## **Président de la République :**

À la suite des premières élections générales multiraciales, largement remportées par l'ANC (62,6 % des voix), en avril 1994, Nelson Mandela est élu président de la république d'Afrique du Sud. Lors d'un discours le 2 mai, il prononce le

« **free at last – enfin libre** » de **Martin Luther King**. Nelson Mandela prête serment aux Union Buildings de Pretoria le 10 mai 1994 devant une grande partie des responsables politiques internationaux, d'Al Gore à Fidel Castro. Il préside au premier gouvernement non racial du pays, en l'occurrence un gouvernement d'unité nationale entre l'ANC, le Parti national et le parti zoulou Inkatha Freedom Party. Ses deux vice-présidents sont alors Thabo Mbeki (ANC) et Frederik de Klerk (NP). Dans son discours d'investiture, Mandela célèbre la fin de l'apartheid dont « doit naître une société dont toute l'humanité sera fière », le retour de l'Afrique du Sud dans la communauté internationale et l'amour commun du pays et l'égalité raciale seront le ciment de la nouvelle « nation arc-en-ciel en paix avec elle-même et avec le monde ». Il évoque les défis de son mandat que sont la lutte contre la pauvreté, les discriminations et « qu'il n'y a pas de voie facile vers la liberté ». La date du 27 avril devient un jour férié en Afrique du Sud, le jour de la Liberté.

[Toutes les infos enrichissantes sont sur la très belle page de Wikipédia](#)

## **Ses autres citations :**

- « L'éducation est une arme puissante pour faire évoluer les mentalités et transcender les différences, et le sport est une source d'inspiration, de dépassement, de tolérance et d'apprentissage du respect de la jeunesse. Ces deux éléments participent à créer une société plus juste et fraternelle”
- « Nous ne sommes pas encore libres, nous avons seulement atteint la liberté d'être libres.”
- « Pour faire la paix avec un ennemi, on doit travailler avec cet ennemi, et cet ennemi devient votre associé.”
- « J'ai appris que le courage n'est pas l'absence de peur

mais la capacité à la vaincre. Nous ne sommes pas encore libres, nous avons seulement atteint la liberté d'être libres."

- « Aucun de nous, en agissant seul, ne peut atteindre le succès. »
- « Un homme qui prive un autre homme de sa liberté est prisonnier de la haine, des préjugés et de l'étroitesse d'esprit. »
- « Que règne la liberté. Car jamais le soleil ne s'est couché sur réalisation humaine plus glorieuse. »
- « La politique peut être renforcée par la musique, mais la musique a une puissance qui défie la politique. »
- « Un être humain, c'est un être de lumière libre, qui se fait braise quand il tombe, qui se fait incendie quand il se relève. »
- « La plus grande gloire n'est pas de ne jamais tomber, mais de se relever à chaque chute. »

[Citations choisies](#)